

**Audience publique du 4 août 2010**

Recours formé par  
la société à responsabilité limitée X, Luxembourg  
contre deux bulletins de cotisation émis par la Chambre de Commerce  
du Grand-Duché de Luxembourg  
en matière de cotisations professionnelles

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 26150 du rôle et déposée le 5 octobre 2009 au greffe du tribunal administratif par Maître Katia Panichi, avocat à la Cour, assistée de Maître Mariya Gadzhalova, avocat, toutes les deux inscrites au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée X, établie et ayant son siège social à Luxembourg, ..., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B., tendant à l'annulation de deux bulletins de cotisation émis par la Chambre de Commerce en date du .. portant sur les cotisations à payer respectivement pour les années de perception 2007 et 2009 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Josiane Gloden, agissant en remplacement de l'huissier de justice Jean-Claude Steffen, tous les deux demeurant à Esch-sur-Alzette, du 23 octobre 2009, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 22 janvier 2010 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 22 février 2010 par Maître Katia Panichi, assistée de Maître Mariya Gadzhalova pour compte de la société à responsabilité limitée X, ledit mémoire en réplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2010 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les bulletins attaqués ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Mariya Gadzhalova, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

---

En date du ..2009, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de Commerce », émit à l'égard de la société à responsabilité limitée X, ci-après dénommée la « société .. », des décisions portant redressement de la cotisation à percevoir pour l'année de perception 2007 et fixation de la cotisation pour l'année de perception 2009, telles que ressortant de deux bulletins de cotisation y annexés, portant la même date du ...

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 5 octobre 2009, la société X a fait introduire un recours tendant à l'annulation des deux bulletins de cotisation précités émis en date du .. portant respectivement sur les années 2007 et 2009, en ce que ceux-ci matérialiseraient une décision d'affiliation de la société X à la Chambre de Commerce et contiennent la fixation des cotisations pour les années afférentes.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant tant sur l'affiliation de ses membres que sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ceux-ci, seul un recours en annulation a pu être dirigé contre les décisions litigieuses.

La Chambre de Commerce conclut à l'irrecevabilité partielle du recours en annulation pour autant qu'il est dirigé contre le bulletin de cotisation portant sur l'année 2007, en ce que ce bulletin aurait simplement procédé au redressement de la cotisation antérieurement fixée à l'égard de la société demanderesse par un bulletin du ... La Chambre de Commerce estime en effet que dans la mesure où la demanderesse n'aurait pas introduit de recours contentieux contre ledit bulletin initial, elle serait actuellement forclosée quant au délai pour introduire un recours contre celui-ci.

La partie demanderesse estime être en droit, dans le cadre de la présente instance, de ne contester non seulement le montant additionnel de la cotisation fixée pour l'année 2007, mais également le montant initialement fixé par le bulletin antérieur du ...

A la lecture du courrier précité du .. portant notamment redressement de la cotisation pour l'année 2007, il échet de constater que la Chambre de Commerce, par le courrier en question, a décidé de remplacer l'ancien bulletin de cotisation par le nouveau bulletin de cotisation pour l'année 2007, émis en date du ... Au vu de cette intention ainsi clairement exprimée par l'auteur du bulletin de cotisation portant sur l'année 2007, il échet de retenir que la Chambre de Commerce a entendu prendre une nouvelle décision de fixation de la cotisation pour l'année en question, de sorte que le bulletin initial n'a plus d'existence légale. La partie demanderesse a partant valablement pu attaquer le montant intégral de la cotisation ainsi nouvellement fixée pour l'année 2007 en date du .., de sorte que le moyen d'irrecevabilité soulevé par la Chambre de Commerce est à rejeter pour ne pas être fondé.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité n'ayant été invoqué en cause, le recours en annulation est à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, étant entendu que le simple fait d'avoir procédé au paiement du bulletin originaire ayant trait à l'année 2007 ne saurait enlever à la partie demanderesse son droit à voir vérifier la légalité de la cotisation fixée par la Chambre de Commerce par rapport

à l'année en question. Cette conclusion ne saurait être éternisée par les développements soumis au tribunal par la Chambre de Commerce dans le cadre de son mémoire en duplique et portant plus particulièrement sur le fait que la cotisation de l'année 2007 a déjà été redressée une première fois en date du .. et que le montant ainsi redressé est englobé dans le nouveau montant fixé par le bulletin actuellement litigieux du .., contenant un deuxième redressement de la cotisation due pour l'année en question, au vu de ce que, comme il a été constaté ci-avant, la Chambre de Commerce a remplacé, par sa décision du .., précitée, les anciens bulletins de cotisation émis par elle au sujet de l'année 2007. Il ne saurait partant être question de ce que le nouveau bulletin du .. constituerait en partie un simple rappel d'une cotisation antérieurement fixée pour l'année 2007.

Il échet tout d'abord de constater que le présent recours vise les deux bulletins émis en date du .. en ce que ceux-ci contiendraient une décision d'affilier la demanderesse à la Chambre de Commerce ainsi que la fixation des paiements des cotisations afférentes.

En considération de ce qu'à l'appui de leurs développements, les parties à l'instance ont fait état du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de Commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce et au vu de ce que ledit règlement grand-ducal contient des dispositions non seulement quant à l'affiliation et aux modalités d'affiliation des ressortissants de la Chambre de Commerce, mais également quant à l'assiette et au mode de calcul de la cotisation, à l'établissement du rôle des cotisations, au recouvrement et à l'envoi des bulletins ainsi qu'à la communication de certaines données fiscales à la Chambre de Commerce par l'administration des Contributions directes, le tribunal a soulevé au cours des plaidoiries la question de la légalité dudit règlement grand-ducal au vu de deux arrêts rendus par la Cour administrative en date du 15 juin 2010 (n<sup>os</sup> 26723C et 26713C). Il échet en effet de constater que dans la mesure où la demanderesse conteste sa qualité de ressortissante de la Chambre de Commerce, elle critique les bulletins ayant fixé des cotisations à son égard, en critiquant plus particulièrement et notamment l'un des éléments matériels se trouvant à la base de la fixation desdites cotisations, à savoir son affiliation à la Chambre de Commerce, de sorte qu'en attaquant lesdits bulletins de fixation des cotisations litigieuses, la demanderesse tend par son recours à se voir décharger du paiement des cotisations afférentes. Ainsi, dans la mesure où le recours tend partant à l'annulation des deux bulletins, il y a lieu d'examiner au préalable la question de la légalité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, sur lequel reposent les bulletins sous examen. Au cours desdites plaidoiries, les mandataires des parties ont déclaré avoir connaissance desdites décisions juridictionnelles et ont marqué leur accord à ce que le moyen de la légalité ainsi soulevé par le tribunal et solutionné par les arrêts précités de la Cour administrative fasse partie intégrante des présents débats, en renonçant au dépôt de mémoires complémentaires pour prendre position sur cette question, possibilité qui leur a expressément été offerte par le tribunal. Il échet dans ce contexte de relever que le mandataire de la Chambre de Commerce a lui-même conclu à l'illégalité des bulletins actuellement sous examen, conformément aux deux arrêts précités de la Cour administrative.

Il échet encore de relever que les bulletins sous examen prennent appui sur le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 tant en ce qui concerne la décision d'affiliation de la demanderesse à la Chambre de Commerce qu'en ce qui concerne la fixation des cotisations afférentes concernant les années 2007 et 2009, étant relevé dans ce contexte que l'article 2 dudit règlement grand-ducal prévoit expressément la procédure suivant laquelle l'administration des Contributions directes communique certaines données fiscales à la

Chambre de Commerce en vue du calcul des cotisations dues à la Chambre de Commerce, quelle que soit d'ailleurs l'année de cotisation, de sorte qu'une éventuelle illégalité du règlement grand-ducal en question aurait une incidence directe sur les bulletins en question. Or, suivant les arrêts précités de la Cour administrative du 15 juin 2010, le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 est illégal pour avoir été pris en violation de l'article 2 (1), alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, étant donné qu'il a été pris sur base de la procédure d'urgence y prévue, sans que celle-ci ne soit légalement justifiée.

Au vu de l'illégalité dudit règlement grand-ducal ainsi constatée, l'exception d'illégalité se trouve vérifiée en l'espèce, de sorte qu'au prescrit de l'article 95 de la Constitution, le tribunal est amené à devoir refuser l'application du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007.

Cet état des choses a comme conséquence qu'au moment de l'établissement des bulletins de cotisation litigieux portant sur les années 2007 et 2009 émis par la Chambre de Commerce en date du .., et à défaut des règlements prévus par l'article 3, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective (cf. arrêts précités de la Cour administrative du 15 juin 2010), cette loi restait sans vocation à s'appliquer et l'émission desdits bulletins ne disposait pas d'une base légale suffisante, les bulletins querellés étant partant en tout état de cause à considérer comme illégaux, de sorte à encourir leur annulation, sans qu'il n'y ait lieu de prendre position par rapport aux autres moyens et arguments développés en cause.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare justifié, partant annule les bulletins de cotisation émis par la Chambre de Commerce en date du .. au titre des années de cotisation 2007 et 2009 ;

condamne la Chambre de Commerce aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Catherine Thomé, premier juge,  
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 4 août 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier Luc Rassel.

s. Luc Rassel

s. Carlo Schockweiler